

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE DE
BRETAGNE (EMMÉNAGEMENT)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur
la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 54/2022 en date du 29 juin 2022 portant délégation de fonctions
à Monsieur Philippe Doudard, directeur voirie, éclairage public et propreté urbaine,

Considérant que l'exécution d'un emménagement aux n°s12 / 16 rue de Bretagne
nécessite la réglementation du stationnement dans la dite voie,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

Le DIMANCHE 20 NOVEMBRE 2022, de 9h00 à 12h00, le stationnement est
interdit rue de Bretagne, sur trois emplacements, au droit du n°10, selon les
besoins de l'emménagement.

Article 2

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par le demandeur chargé de
l'emménagement et sous sa responsabilité.

Article 3

Les mesures de protection, de balisage du cheminement piétonnier sont mises en
place par le demandeur chargé de l'emménagement et sous sa responsabilité.

Article 4

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le
demandeur 24 heures avant le début de l'emménagement afin de signaler ces
dispositions aux usagers.

Article 5

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise
habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-
10 du Code de la Route.

Article 6

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place
de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 7

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur Voirie,
Eclairage Public
et Propreté Urbaine,



Philippe Doudard

Affiché le : 08 NOV. 2022

Exécutoire le : 08 NOV. 2022